

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 PERIGNY

Périgny, le 21 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EXTRUPLAST

ZI du Fief du Passage
56 rue Robert Geffré
17000 La Rochelle

Références : 0007206647/2026-25
Code AIOT : 0007206647

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement EXTRUPLAST implanté ZI du Fief du Passage 56 rue Robert Geffré 17000 La Rochelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXTRUPLAST
- ZI du Fief du Passage 56 rue Robert Geffré 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007206647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement Extruplast est un site classé SEVESO seuil bas spécialisé dans la production

d'emballage et de remplissage de produits pétroliers.

Thèmes de l'inspection :

- AR – 4 – exercice POI inopiné

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contenu du POI	Code de l'environnement du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	1 mois
5	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	1 mois
6	Test d'un déploiement d'un scenario POI hors heures ouvrées	Arrêté Ministériel du 26/05/2014	Demande d'action corrective	2 mois
7	Appareils de détection indiquant la direction du vent	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 27	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
4	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de mettre en évidence plusieurs écarts.

Sur le plan documentaire les écarts sont liés : à la mise à jour du document POI, à la liste de contacts, à l'absence de stratégie de gestion des incidents dans les fiches réflexe, à l'absence d'un plan détaillé des stockages,

Sur le plan opérationnel, le test d'un déploiement d'un scenario POI hors heures ouvré met en évidence plusieurs axes d'améliorations détaillés dans la fiche n°6 ainsi que des écarts relatifs à l'absence de marquage sur les stockages aériens et à l'inefficacité de la manche à air.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Date de mise à jour
Prescription contrôlée : « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 »
Constats : La dernière version du POI est datée du 25 juin 2025. Le site étant classé Seveso seuil bas, la production du document POI répond à la prescription de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. Toutefois en page 9 de la partie « présentation du document », l'exploitant présente une fiche « évolution du document ». Cette dernière fait état d'une version 0 non datée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met à jour la fiche « évolution du document POI » présente en Partie « présentation du document ».
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, schéma d'alerte
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne : d) système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte
Constats : Le POI contient 10 parties : <ul style="list-style-type: none">• la présentation du document,• la situation de l'installation / cartographie,• l'évaluation des risques,• le recensement des moyens d'intervention,• l'organisation des secours,• les exercices,• une information sur les produits dangereux,• la stratégie de lutte contre l'incendie,• les fiches scénario,• les fiches de sécurité simplifiées

Le schéma d'alerte fait état de 4 possibilités :

- détection automatique en heures ouvrées,
- détection automatique en heures non ouvrées,
- détection humaine en heures ouvrées,
- détection humaine en heures non ouvrées.

Les schémas d'alerte contiennent une action de levée de doute et d'évaluation de « l'ampleur du sinistre », l'armement du PCEx et le lancement du train d'alerte.

La fiche réflexe pour le personnel « premier arrivant » recommande de dérouler des actions suivantes :

- s'informer de la situation,
- vérifier que les pompiers ont été informés,
- préparer la salle PCEx,
- noter l'heure d'ouverture de la salle PCEx,
- prendre contact avec le responsable d'exploitation,
- afficher les fiches réflexes,
- sortir le plan des zones concernées,
- noter la chronologie des événements,

Les actions à mener dans les premières minutes de la crise sont clairement dictées par la fiche réflexe "premier arrivant".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation

Prescription contrôlée :

Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles

Constats :

Le POI contient des fiches réflexe pour chaque acteur : DOI, responsable intervention, responsable d'exploitation, responsable communication et responsable comptage.

Des fiches relatives aux risques sont également présentes en partie 9 « fiches scénario » du manuel POI. Ces dernières sont nommées du nom du phénomène dangereux tel qu'identifié dans l'étude de dangers, elles énumèrent le lieu du scénario accidentel, les produits présents dans la zone, les volumes stockés, le phénomène dangereux redouté, les produits de décomposition et leur niveau d'émission, la cartographie des zones d'effets, le modèle de recoupement coupe feu, le type de détection s'il y en a une, le type d'extinction, le temps de réponse du noyage, le volume d'émulseur disponible, le volume d'eau disponible.

Les fiches réflexe scénario ne détaillent pas clairement les mesures à prendre pour maîtriser l'événement et ou pour en limiter les conséquences sur l'environnement ou les stockages adjacents.

Voir le détail en partie confidentielle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant évalue l'intérêt et justifie son choix auprès des services de l'inspection de disposer d'une réserve d'émulseur mobile pour les scénarii faisant intervenir des liquides inflammables sous 1 mois.

L'exploitant détaille dans chaque fiche réflexe :

- les mesures à prendre pour maîtriser l'événement et ou pour en limiter les conséquences,
- les équipements de sécurité et ressources disponibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, plans

Prescription contrôlée :

Plans à jour

Constats :

Le manuel POI contient des plans de situation, des accès, un plan des bâtiments et des installations. Par ailleurs le plan des stockages figurant en page 12 à 15/15 de la partie 7 du document POI n'est pas lisible. L'exploitant ne s'en est d'ailleurs pas servi lors de l'exercice.

Remarque :

L'exploitant évalue l'intérêt de :

- disposer du plan des stockages au format adéquat dans la salle PCEx.
- numéroter les réservoirs de stockage aérien en conséquence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, communication
Prescription contrôlée : Des outils de déploiement de l'organisation sont disponibles (fiches premiers renseignements, message-type, annuaire...).
Constats : Le manuel POI présente en partie 5 « organisation des secours » : <ul style="list-style-type: none">• une fiche « organigramme des fonctions » présentant les personnels susceptibles d'être acteur dans la mise en place du POI (avec les numéros de téléphone fixes et mobiles),• une fiche avertissement voisinage / interlocuteurs locaux avec des numéros de téléphone fixes et des numéros de FAX.• Cette fiche liste les contacts suivants : préfecture, mairie de La Rochelle, DREAL, gendarmerie, police, inspection du travail, et le Bureau Véritas.• une fiche « message d'alerte en direction des administrations et des interlocuteurs locaux »,• une fiche « message d'alerte en direction des entreprises voisines »,• une fiche réflexe DOI,• une fiche réflexe appel des secours,• une fiche de suivi des évènements,• un rapport d'accident (temps réel),• un guide d'accueil des médiats,• une fiche réflexe comptage,• une fiche de suivi des victimes,• un communiqué de presse. L'inspection constate que le numéro de la DREAL correspond au standard de l'unité départementale de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres qui est fermé aux heures non ouvrées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met à jour l'ensemble de sa liste de contacts et de numéros de téléphone sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Test d'un déploiement d'un scenario POI hors heures ouvrées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014
Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI
Prescription contrôlée : Le POI en vigueur est présent en salle POI. Le nombre minimal de personne sur site est respecté. L'astreinte a été joignable Les personnes concernées ont correctement déroulé le schéma d'alerte. Le déploiement des actions d'intervention correspond à la stratégie définie dans le POI. Les équipements suivants ont été mis en service et fonctionnent correctement Le déploiement des moyens d'intervention a été simulé et correspond à la stratégie définie dans le POI. La communication interne et avec l'extérieur s'est correctement déroulée.
Constats : Le déclenchement du POI en inopiné en dehors des heures ouvrées a permis d'établir les constats suivants : <ul style="list-style-type: none">- le téléphone de la personne d'astreinte était joignable lors du déclenchement du POI.- le délai d'arrivée sur site du personnel d'astreinte est de 19 minutes.- le chef d'équipe ayant endossé le rôle de responsable intervention a évacué, isolé le site et alerté l'astreinte.- les premiers réflexes de protection effectués par la mise en place d'un RIA et le déplacement des palettes sont correctement effectués.- la compréhension de la situation et des premiers enjeux eu égard à la situation est correctement effectuée par le responsable d'intervention, Axes d'amélioration : <ul style="list-style-type: none">- l'exploitant n'a pas clairement déclenché son POI,- la manche à air n'est pas opérationnelle,- l'alerte n'a pas correctement été lancée et reçue par la DREAL, la Préfecture, et la Mairie,- l'exploitant n'a pas passé l'alerte au voisinage comme stipulé sur le document POI,- les numéros d'alerte ne sont pas les bons dans le document POI,- le message type d'alerte contenu dans le POI n'a pas été utilisé,- hors attaque à la lance du RIA, la stratégie de gestion de l'incident sur l'aire de dépotage n'a pas été clairement identifiée et proposée aux services du SDIS,- l'état des stocks tel qu'édité n'est pas exploitable opérationnellement,- l'état des stocks tel qu'édité n'est pas lié à un plan des réservoirs,- les réservoirs ne sont pas numérotés sur le terrain,- l'exploitant n'a pas été proactif dans la recherche d'une stratégie de gestion du sinistre,- l'exploitant n'a pas été proactif vis-à-vis de la stratégie d'éviction d'un sur-accident (protection du second camion, protection du tivolì, protection des réservoirs aériens de glycol.- l'exploitant engage une réflexion sur le stationnement de camions sur la zone de dépotage durant les heures non ouvrées. Globalement l'exploitant ne s'est pas servi de son document POI. Le détail de l'exercice se trouve en partie confidentielle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant modifie son POI de façon à prendre en compte les axes d'amélioration listés ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Appareils de détection indiquant la direction du vent

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Direction du vent
Prescription contrôlée : Des appareils de détection indiquant la direction du vent, visibles de jour comme de nuit, sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement ou de perte de confinement.
Constats : L'inspection constate que la manche à air se trouvant au droit des cuves de CLAMC est déchirée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant remplace la manche à air sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois